



# Contrat-cadre relatif à la fourniture de prestations dans le domaine informatique

fondé sur l'adjudication d'un marché public

## (23121) 104 ALPIN 3.0

Publié sur la plateforme [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (n° 262982 le 11.08.2023)

**conclu entre la Confédération suisse, agissant par :**

**Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL)**  
**Fellerstrasse 21**  
**3003 Berne**

appelé ci-après « service d'achat »

**pour**

**Chancellerie fédérale suisse (ChF)**  
**Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)**  
**Monbijoustrasse 91**  
**3003 Berne**

Appelé ci-après « service demandeur », appelé aussi ci-après séparément ou conjointement  
« adjudicateur »

**et l'entreprise**

***Indiquer la désignation exacte de l'entreprise***

***Indiquer l'adresse***

***Indiquer le NPA / le lieu***

appelée ci-après « entreprise »

## Table des matières

Contexte, description du projet et buts.....	4
1 Objet du contrat .....	4
2 Éléments du contrat .....	4
3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats spécifiques.....	5
4 Prestations de l'entreprise.....	5
4.1 Description des prestations .....	5
4.2 Procédure de mini-tender .....	5
4.3 Évaluation des offres dans la procédure de mini-tender.....	6
5 Assurance de la qualité.....	7
6 Obligations de participation du service demandeur .....	7
7 Personnes-clés .....	7
8 Procédure d'intervention par paliers .....	8
9 Gestion des modifications (modifications des prestations).....	8
10 Lieu d'exécution.....	8
11 Délais .....	9
12 Rémunération.....	9
13 Facturation / plan de paiement.....	10
14 Assurances sociales .....	10
15 Peines conventionnelles .....	10
16 Droits de protection.....	11
17 Garantie et responsabilité.....	11
18 Autres dispositions .....	11
18.1 Clause d'intégrité.....	11
18.2 Déclaration du soumissionnaire .....	11
18.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes.....	11
18.4 Sous-traitance .....	12
18.5 Autres dispositions .....	12
18.5.1 Protection des systèmes informatiques et de télécommunication face aux attaques et obligation d'annoncer.....	12
18.6 Obligations de déclaration.....	13
18.7 Réserve d'approbation du crédit.....	13
19 Documentation et travaux de clôture.....	13
20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques .....	14
21 Pas de société simple.....	14
22 Droit applicable, for .....	14
23 Entrée en vigueur, modifications et durée du contrat-cadre.....	14
23.1 Entrée en vigueur / durée du contrat-cadre .....	14
23.2 Modifications du contrat-cadre .....	14
23.3 Résiliation pour justes motifs .....	14
24 Expédition / signature par les parties .....	15

## Contexte, description du projet et buts

En réponse à l'appel d'offres publié le **Sélectionner la date** avec les documents complémentaires sur la plateforme [www.simap.ch](http://www.simap.ch) [www.simap.ch](http://www.simap.ch), l'entreprise a présenté une offre portant sur les prestations demandées par l'adjudicateur. Par publication n° **Indiquer le numéro** publiée sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch) le **Sélectionner la date**, elle a remporté le marché. Les conditions contractuelles sont réglées dans le présent contrat-cadre et dans les autres éléments qui en font partie intégrante.

Les projets à réaliser ne peuvent être que partiellement définis au moment de la conclusion du contrat. C'est pourquoi les parties conviennent d'un contrat-cadre.

Sur la base du présent contrat-cadre, l'entreprise et le service demandeur concluent, aux fins de la réalisation de projets particuliers, des contrats spécifiques portant sur la fourniture de/la réalisation de services. L'obligation de fournir des prestations relevant de projets particuliers naît uniquement de ces contrats spécifiques ; il ne résulte donc du présent contrat-cadre aucune obligation d'achat de la part de l'adjudicateur, ni aucune obligation de prestations de la part de l'entreprise.

## 1 Objet du contrat

Le présent contrat-cadre règle les droits et les obligations fondamentaux des parties relatifs à la fourniture de prestations dans le domaine des services de gestion des projets TIC relevant du droit du mandat avec des prestations accessoires constituant un ouvrage.

Il vise en particulier à définir un processus coordonné de réalisation des projets particuliers et à harmoniser les procédures s'appliquant aux relations d'affaires actuelles et à venir des parties.

## 2 Éléments du contrat

En cas de contradictions, les dispositions du présent contrat-cadre priment celles de tout autre contrat spécifique et avenant, à moins que les parties ne prévoient expressément dans ces derniers des règles dérogeant au contrat-cadre et signalées comme telles.

Au reste, font partie intégrante du présent contrat-cadre, dans l'ordre de priorité suivant :

- a) le présent contrat-cadre, y compris ses éventuels avenants
- b) les annexes du présent contrat-cadre
- c) l'appel d'offres et sa documentation (en particulier le cahier des charges) relatifs au projet (23121) 104 ALPIN 3.0
- d) tous les contrats spécifiques, y compris leurs éventuels avenants ;
- e) toutes les annexes des contrats spécifiques, y compris leurs éventuels avenants ;
- f) les conditions générales (CG) de la Confédération applicables en fonction des prestations convenues dans le contrat spécifique concerné, à savoir les :
  - CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)
- g) L'offre de l'entreprise du **Sélectionner la date**

En cas de contradiction entre les différents éléments constitutifs du contrat, ceux-ci s'appliquent dans l'ordre de priorité ci-dessus. En cas de contradictions entre des annexes du même niveau hiérarchique, les dispositions les plus récentes priment les plus anciennes.

L'offre de l'entreprise ne doit pas modifier les autres éléments du contrat ; elle ne contribue qu'à préciser les points qui n'y font pas l'objet d'une réglementation suffisante.

En signant le présent contrat, les parties confirment qu'elles disposent des documents contractuels susmentionnés déjà existants et qu'elles les reconnaissent dans l'ordre indiqué.

**Les conditions générales de l'entreprise ne sont pas applicables.**

### 3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats spécifiques

Le présent contrat-cadre ne fonde pour l'adjudicateur aucune obligation de recourir à des prestations de l'entreprise, quelles qu'elles soient (en particulier aucune obligation d'acquisition ou d'acquisition minimale, ni autre obligation similaire). Une telle obligation naît uniquement de la conclusion entre les parties d'un contrat spécifique établi dans le respect des dispositions du présent contrat-cadre.

La conclusion d'un contrat spécifique valable engageant les parties a pour condition préalable la validité du présent contrat-cadre.

La fin du présent contrat-cadre n'entraîne pas celle des contrats spécifiques conclus sur sa base et pendant sa durée de validité. Le cas échéant, les dispositions du présent contrat-cadre sont réputées faire partie intégrante des contrats spécifiques fondés sur lui jusqu'à la fin de ces derniers.

Les contrats spécifiques sont en principe conclus pour la durée des projets particuliers. Cela signifie que des contrats spécifiques peuvent être conclus pour une durée dépassant celle du présent contrat-cadre, mais de trois ans au plus.

### 4 Prestations de l'entreprise

#### 4.1 Description des prestations

L'entreprise fournit les prestations convenues dans le contrat spécifique conclu avec le service demandeur en relation avec des mandats dans le domaine des services de gestion des projets TIC relevant du droit du mandat, conformément à l'appel d'offres ARC-22. L'objet des prestations est décrit au ch. 3.3 du cahier des charges.

Les prestations à fournir par l'entreprise pendant la durée du contrat-cadre comprennent :

##### **Mandat de base :**

Aucun

##### **Options :**

Prestations dans le domaine des services de gestion des projets TIC

La nature, le contenu et l'étendue des prestations de l'entreprise, ainsi que les prix, les délais, le lieu d'exécution et les éventuels autres points convenus, sont stipulés dans le contrat spécifique.

L'adjudicateur peut recourir à tout ou partie des prestations faisant l'objet des options ou ne pas y recourir du tout.

#### 4.2 Procédure de mini-tender

La négociation et la conclusion d'un contrat spécifique obéissent à la procédure de mini-tender décrite ci-dessous.

1. Le service demandeur rédige une description aussi détaillée que possible des exigences, comprenant en particulier une description précise des prestations à fournir ainsi que des objectifs et des résultats à atteindre lors de chaque mini-tender subséquent. En fonction des prestations nécessaires, les collaborateurs prévus pour leur exécution peuvent avoir des exigences particulières à satisfaire. Pour le reste, le soumissionnaire reste libre d'atteindre les résultats et les objectifs comme il l'entend. Le service demandeur envoie la description des prestations à fournir aux adjudicataires par voie électronique, sous la forme d'une demande d'offres. Les prestations requises doivent être fournies soit par collaborateur (max. 1743 heures par personne/par an) soit comme mandat global (max. 10 000 par an). Les options et/ou les exigences impératives concernant les collaborateurs ou la fourniture des prestations sont précisées au moment du mini-tender.
2. L'entreprise présente par voie électronique dans un délai approprié une offre contenant les indications suivantes :
  - a) une description des prestations et de la procédure, fondée sur le cahier des charges et le catalogue des exigences du mini-tender ;
  - b) une confirmation du respect des critères d'aptitude et des spécifications techniques de l'appel d'offres OMC ;

- c) une confirmation de sa disponibilité conformément au calendrier et à la planification des capacités fixés par le service demandeur ;
- d) son tarif horaire : le soumissionnaire ne peut pas offrir dans le mini-tender un tarif horaire supérieur à celui offert dans l'appel d'offres OMC ;
- e) une liste des collaborateurs prévus pour l'exécution des prestations et/ou des projets de référence ; les collaborateurs peuvent, mais ne doivent pas forcément, être les personnes-clés mentionnées dans l'appel d'offres OMC.

Remarque : aucune indemnité n'est versée pour l'établissement de l'offre.

3. Les offres remises correctement par voie électronique sont évaluées. Le soumissionnaire qui obtient le plus grand nombre de points reçoit le mandat.
4. Si l'adjudicataire de l'appel d'offres doit renoncer à l'exécution du mandat pour de justes motifs, le mandat est attribué au premier vient-ensuite.
5. Les soumissionnaires non retenus lors du mini-tender peuvent demander dans les 10 jours un débriefing oral au service demandeur. Dans des cas justifiés, ils peuvent demander au service des technologies de l'information dans les marchés publics d'examiner le cas et de faire procéder à un débriefing oral. La procédure de mini-tender ne connaît pas de voies de droit. Les décisions du service des technologies de l'information dans les marchés publics sont définitives.
6. Le service demandeur établit le contrat spécifique, qui contient des informations sur la facturation, et l'envoie à l'adjudicataire pour signature. Les travaux débutent au plus tôt lorsque les deux parties ont signé le contrat. La durée du contrat spécifique est indépendante de celle du contrat-cadre. Elle dépend du projet concret. En cas de retards, le contrat spécifique peut donc être prolongé ou adapté si le projet est modifié.

#### Remarques :

Le contrat spécifique peut renvoyer à tout moment à d'autres documents, notamment à des normes, à des prescriptions de l'administration fédérale, à des spécifications, au cahier des charges, à l'offre, à des fiches techniques, etc.

### 4.3 Évaluation des offres dans la procédure de mini-tender

Les exigences définies comme impératives dans le présent appel d'offres OMC doivent dans tous les cas être satisfaites dans les mini-tenders. Les offres sont comparées et évaluées selon les critères généraux (Cg) mentionnés ci-dessous. Ceux-ci sont concrétisés dans les demandes d'offres.

N°	Désignation des critères généraux	Remarques
Cg01	Critères d'adjudication en lien avec la qualité et les prestations	Critères facultatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises. Des références peuvent être demandées directement auprès de la personne habilitée à fournir des renseignements.
Cg02	Prix	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA) pour les prestations requises. Ne doit pas dépasser le tarif horaire hors TVA proposé dans l'offre OMC.
Cg03	Audition (option)	Après les présentations des soumissionnaires, des questions sont posées sur les offres et sur les points techniques.
Cg04	Disponibilité	Selon calendrier

Tableau 1 : critères généraux (Cg) pour l'adjudication des mini-tenders

Indépendance, préimplication et responsabilité : les adjudicataires issus de l'appel d'offres OMC doivent renoncer à participer à une procédure de mini-tender spécifique dès lors qu'ils sont préimpliqués dans le programme ou le projet concerné ou qu'un risque de conflit d'intérêt existe.

Dans la procédure de mini-tender, les **exigences minimales** suivantes sont obligatoirement demandées :

- Compréhension du mandat (Cg01)
- Prix (Cg02)
- Disponibilité (Cg04)

D'autres exigences de qualités (Cg01) ou une audition (Cg03) peuvent être demandées en complément des exigences minimales dans la procédure de mini-tender.

## 5 Assurance de la qualité

Le service demandeur (chef de projet ou hiérarchie) évalue périodiquement (au moins semestriellement) la qualité des prestations de l'entreprise ainsi que les collaborateurs retenus, en relation avec le projet pour lequel celle-ci travaille ; les résultats des évaluations sont discutés entre les personnes-clés des parties au contrat compétentes sur les plans technique et commercial.

Les critères d'évaluation déterminants sont les suivants :

- respect des délais et du budget ;
- qualité des livraisons / des prestations ;
- qualité des collaborateurs ;
- qualité des offres dans la procédure de commande ;
- documentation des résultats des prestations ;
- rapport qualité-prix.

Les différentes évaluations sont regroupées en une évaluation globale qui rend compte de la satisfaction donnée par le bailleur de services durant la période considérée. Si les contestations ne peuvent être réglées à l'amiable, la procédure d'intervention par paliers peut être appliquée.

## 6 Obligations de participation du service demandeur

Les obligations de collaboration du service demandeur sont les suivantes :

Fournir toutes les informations, données, noms des interlocuteurs, nécessaires à l'exécution du contrat, pour autant que l'entreprise n'y ait pas accès. Au besoin, des obligations de collaboration supplémentaires peuvent être convenues dans le contrat spécifique.

## 7 Personnes-clés

Du côté de l'entreprise, la responsabilité générale incombe à (interlocuteur unique, SPOC) :

Nom / prénom	Indiquer les nom et prénom
Fonction	Indiquer la fonction
Courriel	Indiquer l'adresse électronique
Num. de tél.	Indiquer le n° de téléphone

*Nom de la personne clé de l'entreprise*

Du côté du service demandeur, la responsabilité générale incombe à :

Nom / prénom	Indiquer les nom et prénom
Fonction	Indiquer la fonction
Courriel	Indiquer l'adresse électronique
Num. de tél.	Indiquer le n° de téléphone

*Nom de la personne clé auprès du service demandeur*

Les collaborateurs retenus et les personnes-clés de l'entreprise sont indiqués dans l'offre de l'entreprise et dans le contrat spécifique concerné.

Tout remplacement spontané par l'entreprise de collaborateurs retenus ou de personnes-clés requiert l'autorisation du service demandeur.

## 8 Procédure d'intervention par paliers

Les éventuels différends sont réglés selon la procédure d'intervention par paliers ci-dessous.

Paliers chez l'adjudicateur

Paliers	Intéressés
1	<i>Chef de projet</i>
2	<i>Chef de projet du côté du mandant</i>
3	<i>Direction</i>

*Paliers chez l'adjudicateur*

Paliers au sein de l'entreprise :

Paliers	Intéressés
1	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
2	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
3	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>

*Paliers au sein de l'entreprise*

La procédure d'intervention par paliers n'a pas d'influence sur la réglementation des droits de signature. Dès qu'un accord est trouvé, il y a lieu, si cet accord exige de modifier le contrat ou d'en faire une interprétation juridiquement contraignante, de le faire approuver en temps utile par les personnes ayant le droit de signature auprès de chaque partie.

Si aucun accord n'est trouvé dans un délai de 30 jours à un palier donné, chaque partie a le droit de porter le différend par écrit au palier supérieur ou, après que le dernier palier a été atteint, devant le tribunal compétent. À cette fin, les indications suivantes doivent au moins être fournies : objet du différend, cause du point de vue de la partie concernée, effets sur le rapport prix/prestations et propositions de règlement ou d'approches susceptibles de conduire à un règlement.

Les parties se servent de cet instrument de bonne foi, avec pour objectif commun de régler leurs différends à l'amiable. Chaque partie assume ses propres frais.

Il ne faut pas ouvrir de procédure d'intervention par paliers si cela est manifestement inopportun ou inutile (faillite de l'entreprise, rupture du rapport de confiance entre les parties, etc.).

## 9 Gestion des modifications (modifications des prestations)

Lors de l'exécution des contrats spécifiques, les parties peuvent demander à tout moment par écrit des modifications des prestations convenues. Lorsque le service demandeur souhaite une modification, l'entreprise lui communique par écrit dans les dix jours ouvrables si elle est possible et quelles répercussions elle aurait en particulier sur les prestations à fournir, sur la rémunération et sur les délais. Le service demandeur décide ensuite dans un même délai de la réalisation ou non de la modification. Si c'est l'entreprise qui souhaite une modification, le service demandeur en accepte ou refuse la demande dûment motivée également dans un délai de dix jours ouvrables.

La modification des prestations et l'éventuelle adaptation de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat sont consignées sous forme d'avenant au contrat spécifique avant l'exécution.

Le plafond des coûts ou le prix ferme stipulé dans le présent contrat ou dans les contrats spécifiques respectifs ne peut être dépassé.

## 10 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est l'adresse ci-dessous du service demandeur. D'éventuelles dispositions dérogatoires peuvent être convenues dans le contrat spécifique.

Administration fédérale suisse, 3003 Berne

## 11 Délais

Si les délais convenus dans le contrat spécifique sont expressément désignés comme entraînant la mise en demeure, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Si un délai expire sans avoir été utilisé, l'entreprise tombe automatiquement en demeure, autrement dit sans sommation préalable de la part du service demandeur.

Si l'entreprise tombe en demeure, elle est redevable de la peine conventionnelle prévue dans les dispositions des conditions générales applicables au contrat spécifique (cf. ch. 2).

## 12 Rémunération

L'entreprise fournit les prestations conformément au présent contrat-cadre et au contrat spécifique concerné, selon les modalités suivantes :

- soit à prix ferme (y c. le calcul de la charge de travail en heures par groupe professionnel) ;
- soit en régie, jusqu'à concurrence d'un montant déterminé (plafond des coûts). Les tarifs horaires applicables sont indiqués dans l'offre présentée par l'entreprise lors de la procédure de commande.

Le volume maximal pour toutes les prestations pouvant être commandées en vertu du présent contrat-cadre résulte des données d'adjudication publiées dans le système d'information sur les marchés publics en Suisse [www.simap.ch](http://www.simap.ch) :

Rémunération des options :

*Indiquer le montant* francs CHF (TVA non comprise).

Tarif horaire : *Indiquer le montant* francs CHF (TVA non comprise).

**Plafond des coûts totaux: 220'000'000.00 francs CHF (TVA non comprise):**

Tous les prix s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui s'applique au taux en vigueur au moment de la facturation.

Les prix incluent tous les frais accessoires (frais, assurances, cotisations aux assurances sociales, etc.). Ceux-ci doivent être présentés séparément si la procédure de commande l'exige.

Les réserves suivantes s'appliquent :

- l'entreprise ne peut exiger que le service demandeur commande des prestations jusqu'à atteindre le volume d'achat maximal ci-dessus ;
- seules sont rémunérées les prestations convenues dans le contrat spécifique concerné et fournies conformément à ce dernier ;
- le service demandeur se réserve le droit de faire exécuter les prestations faisant l'objet du présent contrat-cadre et des contrats spécifiques fondés sur ce dernier au profit d'autres services demandeurs de l'administration fédérale.

La commande de prestations est subordonnée à la disponibilité des crédits nécessaires.

Le service demandeur peut exceptionnellement demander par écrit et commander des services de permanence et des prestations en dehors des heures normales de travail (soir, nuit, samedi/dimanche). Le début et la fin de ces mesures doivent être précisés. Le cas échéant et sur la base du tarif horaire convenu contractuellement, l'adjudicataire peut facturer au service demandeur les suppléments suivants :

- |   |                  |
|---|------------------|
| • du lundi au samedi de 06 h 00 à 23 h 00 | aucun supplément |
| • du lundi au samedi de 23 h 00 à 06 h 00 | +25 %            |
| • les dimanches et jours fériés           | +50 %            |

L'entreprise s'assure que les autorisations nécessaires sont disponibles.



### **Adaptation au renchérissement**

Si l'indice de renchérissement (IPC) valable au moment de la conclusion d'un contrat spécifique permet une adaptation des prix, une telle adaptation doit être fixée une seule fois et être valable pour toute la durée du contrat spécifique. Aucun autre ajustement (augmentation du prix) n'est autorisé pendant la durée du contrat.

### **En cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts:**

L'entreprise établit un rapport rendant compte de toutes les heures de travail accomplies, qui doit être visé par les deux parties. Ce rapport indique l'heure exacte du début du travail ainsi que la nature et la durée de celui-ci. Le rapport signé par l'entreprise est remis spontanément au service adjudicateur dans les dix jours ouvrables suivant la fin d'un mois. Les paiements sont exécutés sous réserve de l'approbation du rapport par le service adjudicateur. L'approbation doit intervenir dans les dix jours suivant la réception du rapport si l'adjudicateur n'émet aucune réserve sur le rapport. Les réserves éventuelles doivent être communiquées par écrit à l'entreprise dans les dix jours ouvrables suivant la réception du rapport.

## **13 Facturation / plan de paiement**

L'entreprise facture ses prestations au service demandeur sous forme électronique (facture électronique). Des renseignements sur la facturation électronique sont disponibles sur la page Internet suivante de l'administration fédérale :

<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/efv/erechnung/aktuell.html>

La facturation est définie dans le contrat spécifique. Sous réserve d'accord contraire ou complémentaire, les dispositions suivantes s'appliquent :

- a) en cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts : l'entreprise établit des factures électroniques mensuelles, l'entreprise établit des factures électroniques mensuelles, auxquelles elle joint les rapports de prestations approuvés, en format PDF. Le service demandeur effectue le paiement après avoir approuvé les rapports de prestations.
- b) en cas de prestations fournies à prix ferme : l'entreprise établit la facture après approbation de tous les rapports / du rapport final.
- c) en cas de prestations fournies à prix ferme avec plan de paiement : l'entreprise établit des factures électroniques pour les paiements partiels ressortant du plan de paiement stipulé dans le contrat spécifique, aux conditions convenues. Les paiements pour des prestations partielles ne sont effectués que si les conditions applicables aux termes du contrat individuel sont remplies.

## **14 Assurances sociales**

Les prestations à fournir et les activités à exercer en vertu du présent contrat-cadre et des contrats spécifiques fondés sur ce dernier constituent une activité lucrative indépendante au regard du droit des assurances sociales. Il incombe par conséquent à l'entreprise de verser elle-même ses propres cotisations et celles de ses collaborateurs à sa caisse de compensation AVS. Toute clause contredisant ce classement est nulle, c'est-à-dire non contraignante pour l'AVS, et peut entraîner une charge supplémentaire considérable sur le plan tant financier qu'organisationnel pour l'administration fédérale.

Si, contre toute attente, la caisse de compensation AVS devait qualifier ultérieurement le présent contrat comme relevant d'une activité lucrative salariée et exiger le paiement de cotisations aux assurances sociales de la part de l'adjudicateur, l'entreprise s'engage à rembourser lesdites cotisations à l'adjudicateur, sur présentation par ce dernier d'une facture payable à 30 jours.

## **15 Peines conventionnelles**

Si l'entreprise ne respecte pas les dispositions en matière de protection sur le lieu du travail, les conditions de travail, le principe de l'égalité salariale entre femmes et hommes (ch. 5 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)), les délais (ch. 14 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021) ou 20 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)) ou l'obligation de garder le

secret (ch. 16 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021) ou 22 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)), il est redevable d'une peine conventionnelle au sens des chiffres correspondants des CG. La peine conventionnelle pour violation de la clause d'intégrité est réglée au ch. 18.1 ci-après.

## **16 Droits de protection**

Tous les droits de propriété nés de l'exécution du contrat appartiennent à l'adjudicateur (18 et 19 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2021)). Les éventuels droits de propriété relatifs aux résultats du travail que les collaborateurs externes mis à disposition ont produits au cours de l'exécution du contrat appartiennent également exclusivement. Ces résultats ne peuvent être utilisés par les collaborateurs externes ou par l'entreprise.

## **17 Garantie et responsabilité**

La responsabilité dans le cadre du contrat-cadre se fonde sur le ch. 20 des Conditions générales pour les services informatiques.

La responsabilité des parties et les questions de garantie en relation avec les contrats spécifiques sont réglées dans les dispositions des conditions générales applicables au cas particulier (cf. ch. 2).

## **18 Autres dispositions**

### **18.1 Clause d'intégrité**

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures permettant d'éviter la corruption et à s'abstenir en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage. Si elle ne respecte pas cet engagement, l'entreprise doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Celle-ci correspond à 10 % du montant du contrat et s'élève à au moins 3000 francs par infraction.

L'entreprise prend note que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat par l'adjudicateur pour justes motifs.

### **18.2 Déclaration du soumissionnaire**

Par la signature du formulaire « Déclaration du soumissionnaire » de la Conférence des achats de la Confédération (CA), l'entreprise s'engage à respecter les dispositions sur la protection des travailleurs, les conditions de travail, les obligations d'annonce et d'autorisation prévues par la loi fédérale sur le travail au noir (LTN, RS 822.41), l'égalité salariale entre femmes et hommes, le droit de l'environnement et les règles de prévention de la corruption (art. 12 de la loi fédérale sur les marchés publics [LMP; RS 172.056.1] ; art. 4 et annexe 3 de l'ordonnance sur les marchés publics [OMP; RS 172.056.11]).

### **18.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes**

Le service demandeur peut demander au service spécialisé CSP DDPS d'effectuer un contrôle de sécurité relatif aux personnes. À la première requête du service demandeur, les collaborateurs retenus par l'entreprise doivent se soumettre à un contrôle de sécurité relatif aux personnes du degré requis par l'ordonnance du 4 mars 2011 sur les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (OCSP ; RS 120.4). S'ils sont jugés comme n'étant pas exempts de risques, le présent contrat peut être résilié totalement ou partiellement (art. 154 CO).

Il appartient au service demandeur de décider de contraindre l'entreprise à remplacer dans un délai de quatorze jours les collaborateurs concernés par des personnes ayant les mêmes qualifications et jugées comme ne présentant pas de risques.

Si le contrat est résilié totalement ou partiellement et si les prestations convenues contractuellement sont rémunérées en régie, le travail dont l'exécution est attestée est rémunéré aux tarifs horaires convenus. En revanche, lorsque la rémunération convenue consiste en un prix ferme, l'entreprise supporte seule le risque que le contrôle de sécurité auquel sont soumis ses collaborateurs n'aboutisse pas à une déclaration de sécurité au sens de l'art. 22, al. 1, let. a, OCSP.

## 18.4 Sous-traitance

Le recours à des sous-traitants de premier niveau est admis. Si le soumissionnaire fait appel à des sous-traitants pour l'exécution des prestations, il assume la responsabilité générale du projet. Il indique les noms et les rôles de tous ses sous-traitants.

L'entreprise demeure responsable envers l'adjudicateur de la fourniture des prestations des sous-traitants et pour la réparation des dommages causés par ceux-ci, au même titre que si elle avait agi elle-même.

## 18.5 Autres dispositions

Aucune

### 18.5.1 Protection des systèmes informatiques et de télécommunication face aux attaques et obligation d'annoncer

1. Il incombe à l'entreprise, pour et pendant l'exécution du présent contrat, de protéger des attaques ses systèmes informatiques et de télécommunication (soit, en particulier, les systèmes d'infrastructure, les réseaux, les appareils et applications, ainsi que les données<sup>1</sup> et informations) – ci-après « systèmes » –, en prenant dans son domaine de compétence toutes les précautions possibles d'un point de vue technique et organisationnel en l'état actuel des connaissances, pour autant qu'elles soient économiquement raisonnables.

2. Sont notamment considérés comme « attaques » (terme équivalent : « cyberattaques ») les cas d'accès interne ou externe non autorisé, de perturbation, de manipulation ou d'utilisation abusive des systèmes. Il en va de même du vol, du traitement illicite ou de la destruction d'informations ou de données, ainsi que de toute autre forme d'intrusion illégale commise à cet effet dans les systèmes (voir, en particulier, les art. 143, 143<sup>bis</sup>, 144<sup>bis</sup>, 147, 179<sup>novies</sup> et 272 à 274 du code pénal [CP, RS 311.0]).

3. L'entreprise s'engage en particulier à protéger, conformément aux dispositions du présent chiffre, les données et informations mises à sa disposition ou à celle des tiers mandatés par elle<sup>2</sup> (par ex. sous-traitants et fournisseurs) pour l'exécution correcte du contrat. Il en va notamment ainsi pour les données liées à la sécurité ou personnelles. Les exigences et les prescriptions de la loi fédérale sur la protection des données (LPD, RS 235.1), celles de l'ordonnance sur la protection contre les cyberrisques dans l'administration fédérale (ordonnance sur les cyberrisques, OPCy, RS 120.73) et de l'ordonnance concernant la protection des informations (OPri, RS 510.411) seront prises en compte et respectées dans ce contexte.

4. L'entreprise signalera spontanément au service demandeur et/ou au service indiqué à cet effet dans le contrat, aussitôt après sa survenance ou sa découverte, mais au plus tard dans un délai de 8 heures, tout incident qui pourrait l'empêcher de respecter ses engagements contractuels. Elle indiquera en particulier les attaques tentées ou fructueuses, ainsi que toute autre compromission technique réelle ou redoutée de systèmes, données et/ou informations, avec le cas échéant les dommages engendrés. Elle précisera à cette occasion les mesures envisagées ou adoptées pour y remédier. Afin d'éviter tout dommage ou de nouvelles attaques, l'entreprise accordera immédiatement au service demandeur ou au tiers mandaté par lui, à sa première demande, un plein accès à l'ensemble des analyses, des rapports d'enquêtes et autres constatations (documents, données, données du journal, objets, etc.) permettant d'analyser l'incident. L'entreprise veillera à ce que les activités prédéfinies avec le service demandeur soient enregistrées (journalisation) et analysées, afin d'identifier et de prévenir les attaques. Les failles de sécurité découvertes seront rapidement réparées.

5. Le service demandeur (ou un tiers mandaté par lui) peut réaliser en cas de besoin – mais au maximum deux fois par an – des audits auprès de l'entreprise. Ils seront communiqués 20 jours ouvrés à l'avance. Chaque partie supporte ses propres coûts liés à l'audit. Mais si dans le cadre d'un audit, de graves lacunes au sens de la présente disposition devaient être constatées, l'entreprise

<sup>1</sup> Par ex. données personnelles des collaborateurs, adresses électroniques, mots de passe et codes d'accès, etc.

<sup>2</sup> Tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement et de production, titulaires de droits et fabricants compris, sont concernés ici.

assumerait les coûts destinés à remédier à ces lacunes, ainsi que les coûts subis par le service demandeur au titre de cet audit. L'entreprise est tenue de corriger les lacunes constatées dans un délai de 30 jours à partir de leur signalement et de communiquer au service demandeur que les travaux ont été exécutés.

6. L'entreprise doit s'acquitter d'une peine conventionnelle, à moins d'avoir pris les précautions exigées par la présente clause. Celle-ci correspond à 10 % de la rémunération totale par infraction, mais au moins à 3000 francs par cas. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas l'entreprise de ses obligations contractuelles. La peine conventionnelle sera imputée aux éventuels dommages-intérêts à verser.

7. L'entreprise répond des dommages subis par le service demandeur, à moins de prouver qu'aucune faute ne lui est imputable.

8. L'entreprise s'engage à conclure une assurance responsabilité civile couvrant les cyberattaques et adaptée aux risques de dommages ainsi qu'à prouver, au moment de la conclusion du contrat, qu'elle possède une couverture d'assurance suffisante.

En cas de violation substantielle de la présente clause ou de collaboration insuffisante dans les cas susmentionnés, le service demandeur se réserve le droit de ne pas acquérir d'autres prestations et de mettre fin à la relation contractuelle.

## **18.6 Obligations de déclaration**

L'entreprise a pris note du fait que l'adjudicateur doit accorder aux tiers l'accès au présent contrat-cadre et à tout avenant ou annexe sur demande si les exigences de la loi sur le principe de la transparence dans l'administration (loi sur la transparence, LTRans ; RS 152.3) sont respectées. En règle générale, l'adjudicateur consulte l'entreprise lorsqu'il envisage d'accorder l'accès et lui donne la possibilité de formuler des observations dans un délai de dix jours. L'adjudicateur informe l'entreprise de sa décision concernant la demande d'accès (art. 11 LTrans). Si l'adjudicateur est tenu d'accorder l'accès au contrat en tout ou en partie à des tiers contre la volonté de l'entreprise, celle-ci peut soumettre par écrit au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence une demande en médiation dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de la décision du pouvoir adjudicateur (art. 13 LTrans).

## **18.7 Réserve d'approbation du crédit**

Les demandes et décisions annuelles relatives aux crédits des organes compétents de la Confédération en matière de budget et de plan financier demeurent réservées.

## **19 Documentation et travaux de clôture**

L'entreprise documente toutes les prestations de façon suffisamment détaillée pour que le service demandeur soit à même de les utiliser conformément à leur destination, de les exploiter, de les entretenir et de les développer, ainsi que d'en assurer l'éventuelle migration vers un autre soumissionnaire.

Si le présent contrat-cadre prend fin dans son intégralité (notamment en cas de résiliation) ou si les prestations fondées sur un contrat spécifique prennent fin, l'entreprise doit remettre au service demandeur une documentation suivie et complète des prestations fournies. Cette documentation est dans tous les cas soumise aux mesures périodiques d'assurance de la qualité relatives au projet, conformément au ch. 5.

Le contenu de la documentation est fixé en détail dans le contrat spécifique concerné.

Sur demande, l'entreprise doit soumettre les travaux de clôture et de remise au service demandeur 9 mois avant la fin du présent contrat-cadre. Ces travaux incluent :

- la planification et la réalisation d'un projet de clôture et de remise ;

- la remise sans solution de continuité des prestations et des livraisons à un éventuel nouvel adjudicataire, que l'entreprise doit soutenir avec tous les moyens à sa disposition ; elle ne doit en outre rien faire qui puisse entraver ou mettre en péril le transfert.

## **20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques**

Les créances de l'entreprise nées du présent contrat-cadre ne peuvent être cédées ou mises en gage, ni grevées de toute autre manière, sans l'accord écrit de l'adjudicateur.

L'entreprise est tenue de transférer à ses éventuels ayants droit l'ensemble des droits et des obligations convenus dans le présent contrat-cadre et dans les contrats spécifiques fondés sur ce dernier. Le transfert de droits et d'obligations, de parties du contrat ou de l'ensemble des rapports juridiques requiert l'accord écrit du service d'achat. Ce dernier ne peut refuser son consentement que pour de justes motifs.

## **21 Pas de société simple**

Les parties ne constituent en aucun cas une société simple au sens des art. 530 ss CO.

## **22 Droit applicable, for**

En cas de litiges résultant du présent contrat, seul le droit suisse s'applique, à l'exclusion des règles en matière de conflits de lois et de la Convention des Nations Unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1).

Le for exclusif est Berne, en Suisse.

## **23 Entrée en vigueur, modifications et durée du contrat-cadre**

### **23.1 Entrée en vigueur / durée du contrat-cadre**

Le présent contrat prend effet après signature du document par toutes les parties.

Il vaut jusqu'au 31.12.2029. Les rapports contractuels prennent fin sans résiliation après cette date.

### **23.2 Modifications du contrat-cadre**

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat-cadre ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

### **23.3 Résiliation pour justes motifs**

Chaque partie a le droit de résilier par écrit, avant l'expiration de leur durée, le contrat-cadre ou les contrats spécifiques pour justes motifs en cas de violation grave des dispositions contractuelles par l'autre partie. La partie envisageant la résiliation fixe au préalable à l'autre partie un délai convenable pour qu'elle puisse fournir ses prestations conformément au contrat.

L'adjudicateur a le droit de résilier le présent contrat-cadre avec effet immédiat pour justes motifs notamment si :

- l'entreprise est mise en faillite, a déposé une demande de sursis concordataire ou entre en liquidation ;
- l'entreprise s'est déclarée en liquidation (sont exclus les cas de liquidation volontaire en vue d'une fusion ou d'une réorganisation) ;
- les biens de l'entreprise sont saisis ;
- l'entreprise ne remplit pas ses obligations contractuelles malgré la notification écrite de réclamations et l'octroi d'un délai convenable pour remplir correctement lesdites obligations.

La résiliation pour justes motifs n'affecte pas les autres droits des parties, notamment le droit de garantie, le droit à des dommages-intérêts et le droit au versement de peines conventionnelles, ni leur obligation de maintien du secret.

## 24 Expédition / signature par les parties

Le présent contrat est établi en trois exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

### Pour le service d'achat

Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL)

Lieu et date :

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

### Pour le service demandeur

Chancellerie fédérale suisse (ChF), Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)

Lieu et date :

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

### Pour l'entreprise

*Nom de l'entreprise*

Lieu et date :

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

*Prénom et nom / fonction*

Signature

.....

### Distribution :

Le présent contrat est signé en 3 exemplaires originaux, déposés comme suit :

Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL)

Chancellerie fédérale suisse (ChF) – Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)

Entreprise

### Annexe

Aucune